


# ANTIRESSE

N° 284 | 9.5.2021

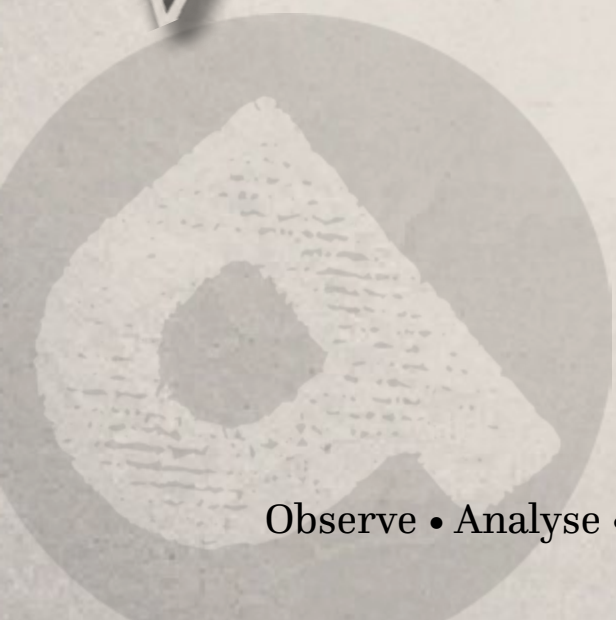
**Suisse, la bascule  
du 13 juin**

**Déferlement  
totalitaire**

**Attention  
Colombie!**



**NON!**



Observe • Analyse • Intervient



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

## Zéro Covid, zéro terrorisme, zéro carbone, zéro pesticide... zéro Suisse

**L**E 13 JUIN PROCHAIN, LES CITOYENS SUISSES DEVRONT SE PRONONCER SUR CINQ QUESTIONS À LA FOIS. IL SERAIT VITAL POUR L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE QUE CES CINQ OBJETS SOIENT REJETÉS. OR IL Y A TRÈS PEU DE CHANCES QU'ILS LE SOIENT. CELA NOUS PERMET DE LES ÉTUDIER SANS VOLONTÉ DE CONVAINCRE ET DONC SANS PASSION.

«Pour faire le mal, l'humain doit d'abord croire que ce qu'il fait est bien.» (Soljénitsyne)

Imaginons un historien du XXII<sup>e</sup> siècle qui s'intéresserait à la Suisse de 2021. Quel pays reconstruirait-il sur la base des objets soumis au vote le 13 juin prochain?

Un pays décimé par une épidémie apocalyptique où l'on meurt dans les rues, un pays confronté à

un terrorisme sanglant soutenu par des milliers de collaborateurs dissimulés dans la population, un pays où l'on respire un air surchauffé et vicié par des industries sans filtre ni contrôle. En deux mots, un cauchemar tout droit issu d'une BD uchronique d'Enki Bilal.

Si le principe d'élaboration des lois, depuis l'époque romaine, consiste à proportionner l'intrusion de l'appa-

reil judiciaire à la gravité d'un crime ou d'une nuisance concrète, le pays qui se proposerait d'adopter des textes comme la loi Covid, la loi sur le Terrorisme et la loi CO~2 ne pourrait être qu'un pays au bord de l'abîme existentiel... ou alors un pays qui n'accorde plus aucune importance aux valeurs civiques sur lesquelles il s'est construit.

Or que voyons-nous en ce printemps indécis? Une épidémie surmédiatisée qui n'a pratiquement pas altéré la mortalité courante, dont les victimes meurent en moyenne peu avant l'échéance statistique de leur espérance de vie, des hôpitaux sans surcharge ingérable et une présence de la mort dans le quotidien ni plus ni moins discrète qu'en temps ordinaire. Des secteurs d'économie qui cherchent désespérément à sortir de l'étrangloir où ils ont été jetés non par la maladie, mais par les mesures prises pour la combattre. Une paix civile que les voisins nous envient. Malgré l'interdiction des minarets en 2009, qui devait nous valoir (selon les médias) la haine et la vindicte des islamistes, la population suisse a été entièrement épargnée par le «clash des civilisations» sur son territoire(1). Le tout baignant dans un air parmi les plus sains et les mieux contrôlés d'Europe, où le port du masque imposé à certains pour toute la journée pourrait bien être la plus grave nuisance respiratoire à l'échelle collective.

Comment un pays si bien protégé peut-il en venir à adopter des lois aussi extrêmes? Mais d'abord, en

quoi sont-elles extrêmes, ces lois? Aussi brièvement que possible, voici mes commentaires.

### LOI COVID

Je n'ai rien de plus à dire sur ce chapitre que ce que j'ai dit et écrit depuis le début de la crise covidienne en mars 2020. Il s'agit d'une dérive autoritaire du pouvoir exécutif et des lobbies qui l'influencent, profitant d'une crise épidémique surjouée. Rien, depuis un an, ne justifie l'adoption d'un état d'urgence sanitaire, *sauf* les réalités parallèles décrites par les *projections* systématiquement catastrophistes et inexactes de la *Task Force* covidéologique. La Suisse disposait déjà d'une loi sur les épidémies et d'un plan pandémie longuement peaufiné dont le gouvernement ne s'est pas servi, on ne sait pourquoi. Elle disposait de lits en clinique privée dont le gouvernement ne s'est pas servi, on ne sait pourquoi. Elle disposait de moyens de thérapie précoces dont le gouvernement ne s'est pas servi, on ne sait pourquoi. Elle disposait d'un sens des proportions entre les moyens et les fins dont le gouvernement ne s'est pas servi, on ne sait pourquoi.

S'il y avait des mesures législatives à tirer de l'expérience covidienne *dans sa réalité*, elles porteraient **1) sur l'interdiction du lobbying** — voir l'étroitesse des relations de l'exécutif suisse avec GAVI et la Fondation Gates —, et **2) sur la répression de la propagande et du déni d'information dans les médias de service public**. Mais je rêve.

J'ajouterai deux remarques. Se souvenir, d'abord qu'il n'y a rien de plus durable que les mesures provisoires et que l'Etat ne revient jamais sur ses acquis: voir le cas de l'impôt fédéral direct (IFD), créé durant la Première guerre mondiale comme «impôt de guerre» et perpétuellement reconduit sous divers prétextes depuis lors. Ensuite, le pouvoir montre par son argumentation même que la «Loi Covid» ne relève pas d'un candide souci de santé publique, mais que c'est un billard tordu à plusieurs bandes. Le ministre Berset conditionne les aides publiques par l'acceptation de sa loi — et son acceptation implique le «passaport sanitaire». En d'autres termes: le passeport sanitaire contre les aides. Chantage d'autant plus odieux que les aides en question ne sont qu'une réparation partielle des dégâts que le gouvernement a lui-même infligés à l'économie et à la société par des mesures disproportionnées(2). Qui casse paye: ces aides ne sont pas une faveur mais un dû! Dans un tour de passe-passe démagogique, et malgré l'évidence, le ministre assure pourtant que la loi Covid ne confisque pas les libertés, mais qu'au contraire elle les *restitue*. Voilà-t-il pas que le gouvernement prétend nous rendre généreusement des libertés que nous ne lui avons nullement cédées et que seule la panique généralisée (entretenu par ses communiqués alarmistes et les médias totalement alignés) lui avait permis de nous confisquer.(3) La bassesse morale et la malhon-

nêteté intellectuelle qui entourent la promotion de la «Loi Covid» sont si criantes qu'on se demande si une population qui ne voit pas des dérives si grossières de son exécutif, et qui au contraire les approuve majoritairement, est encore capable d'exercer ses droits civiques. Ceux qui arrivent encore à pondérer leur liberté avec le risque «sanitaire» qu'elle entraîne diront assurément **NON à cette loi Covid dangereuse, inutile et liberticide.**

#### LOI SUR LE TERRORISME (MPT)

Si elle est adoptée le 13 juin, la Loi sur le terrorisme deviendra une nasse géante aux mains de la police, permettant de coffrer n'importe qui — jusqu'à des enfants de douze ans! — sur un simple soupçon. On pourrait comprendre, sans la justifier, une telle loi en Inde, en Russie ou en Turquie, où le terrorisme est endémique et la démocratie confinée. Mais en Suisse, où le terrorisme n'a jamais tué personne? En Suisse où seul l'assassinat au couteau d'un Portugais par un Turco-Suisse à Morges en septembre 2020 pourrait être imputé à une pulsion «terroriste»? Certes, cela «pourrait arriver», mais tout peut et tout va arriver à une échelle de temps suffisante. Faut-il pour autant légiférer sur tous les risques par anticipation paranoïaque — et que restera-t-il alors de notre société qu'un enchevêtrement de lois et de contraintes? Et s'il fallait absolument se plier au principe de précaution, ne serait-il pas plus urgent de réprimer les bavures

médicales, qui tuent infiniment plus que le terrorisme en Suisse et qui restent souvent impunies? Ou de démanteler les réseaux du trafic de drogue qui empoisonnent la jeunesse?

Comme pour le Covid, on ne voit pas quelle menace justifierait le renforcement des lois existantes. Si elle l'avait voulu, la Suisse aurait parfaitement *pu*, au temps de la guerre civile yougoslave, prévenir le recrutement à ciel ouvert, dans ses villes, de l'organisation terroriste UÇK, dont le chef Hashim Thaçi a enfin été inculpé par le TPI de La Haye. Elle n'en a rien fait. Combattre la violence et le mal n'est pas une affaire de lois, mais de volonté. Le dispositif policier totalitaire donnera-t-il aux autorités suisses le courage de s'attaquer aux organisations violentes qui utiliseraient le pays comme havre et comme base arrière? Ou leur servira-t-il avant tout à *surfliquer* leur propre population?

Ceux qui ont conçu cette loi sont de dangereux *control freaks*, voire des dictateurs en puissance. Ceux qui l'acceptent sont des naïfs ou des écervelés irrécupérables à qui le pouvoir peut raconter, et faire approuver, n'importe quoi. En ce sens, leur soumission volontaire à un Etat policier qu'ils auront contribué à créer *de manière parfaitement démocratique* n'est que logique et méritée. Cela me rappelle une situation historique amplement traitée par les historiens et le cinéma. Pour ne pas *risquer* de la revivre, même

en version molle, je dis résolument **NON à la loi sur le terrorisme.**

#### LOI CO-2

Michel de Rougemont, dans l'Antipresse 283, a livré l'essentiel de ce que pouvait penser un esprit raisonnablement sceptique de l'activisme climatique, ce nouvel (et déjà ancien) emballage appelée à suppléer le Covid-19 au catalogue des hypnoses planétaires. Le plus préoccupant, selon lui, c'est qu'aucun débat de fond n'ait lieu sur «la réalité et la taille du problème, sa prétendue urgence et la ridicule et dispendieuse inefficacité d'un bouton de réglage appelé CO~2 que chacun tourne à sa guise». La dispute, dès lors, «semble tourner court, limitée à des arguments de boutiquiers ou des injonctions morales bien infondées». De fait, la guerre au CO~2, outre la manne infinie qu'elle va rapporter aux instances de taxation, est essentiellement une cause religieuse d'où le questionnement scientifique est banni. Son sillage est fait de fanatisme et d'exclusion.

Dans ce même pays où l'on se soucie tant d'une évolution cosmique imprévisible, mal connue et sur laquelle le genre humain — et à plus forte raison un petit pays isolé — n'a pratiquement aucun moyen d'agir, certaines communes ou cantons ont voté des moratoires sur l'installation de la 5G, considérant que cette technologie était dangereuse et insuffisamment expérimentée, en sus d'une utilité discutable. Cela n'a pas empêché Swisscom, opérateur

d'Etat, et ses concurrents d'installer les antennes en se moquant totalement des résistances locales. Or la pollution électromagnétique est une nuisance environnementale établie et mesurable sur laquelle on peut agir. C'est sans doute trop simple, trop tangible et trop évident pour que l'appareil médiatico-législatif s'en soucie. Il est plus profitable et moins risqué de se battre contre des moulins à vent.

Veillant à respecter la séparation de l'Eglise (climatique) et de l'Etat, nous disons un **NON net et sec à la loi CO~2.**

#### INITIATIVES AGRICOLES

Comme il serait merveilleux de vivre dans un pays où les robinets ne livrent que de *l'eau propre*, où l'on ne mange que de *l'alimentation saine*, où les plantes poussent *sans pesticides de synthèse* et pourtant en abondance... Ce pays existe: il s'appelle le jardin d'Eden. Or il se trouve que nous l'avons quitté depuis quelque temps pour marcher sur la Terre. Et là, on ne se nourrit pas de concepts et d'idéaux, mais de protéines et d'hydrates de carbone.

J'ai eu la chance de travailler avec Patrick Gilliéron Lopreno à son beau livre consacré à la paysannerie *réelle et vivante* de la Suisse romande, et intitulé *Champs* (éd. Olivier Morattel). Dans le cadre de ce projet, comme dans le reste de nos vies, nous avons fréquenté pas mal de paysans suisses. Tous, à notre connaissance, et même celui qui s'est converti en bio, voteront deux fois NON à ces deux initia-

tives manifestement conçues par des bobos urbains qui n'ont jamais vu une motte de terre. Aujourd'hui déjà, les paysans étouffent sous les tracasseries de la bureaucratie agricole. Avec ces deux nouvelles chicaneries, ils n'auront plus qu'à se pendre.

Quand les trottinettes électriques commanderont aux tracteurs, on saura que l'agriculture suisse est définitivement morte. Le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions. Par ses rêves de pureté, la bobocratie s'apprête à transformer une agriculture nourricière, aussi propre qu'elle peut l'être en restant abordable, en une bergerie de Marie-Antoinette, activité-vitrine vivant de subventions. Pour la remplacer, elle a déjà signé des traités de libre échange (Mercosur, Indonésie et autres) qui nous assureront un approvisionnement sûr et bon marché en merdes lointaines d'origine non contrôlée arrosées à l'huile de palme.

Par solidarité avec les paysans et plus encore par mépris de l'oligarchie verte qui considère la nature comme son jardin botanique privé, je recommande le **NON aux deux initiatives écolopuritaines!**

#### LES CINQ GAMMES DE LA DÉPOSSESSION

Les objets soumis au vote le 13 juin prochain sont tous fondés sur la peur et la mauvaise conscience — et pour cette raison ils ont les meilleures chances de succès auprès de la population helvétique. Le fil rouge qui les relie par-delà leur apparente diversité s'appelle *bureaucratie déchaînée.*

Par cinq fois, le peuple suisse est appelé à restreindre ses libertés, à payer davantage d'impôts et à déléguer davantage de pouvoir à l'administration. Ces cinq objets incarnent cinq modalités d'une *dépossession* volontaire des individus au profit de l'Etat. Aléas du calendrier ou assemblage délibéré? Ayant étudié le mécanisme d'influence psychologique dit *de la cascade de disponibilité*(4), j'ai de la peine à croire au hasard. Prise isolément, et sans le cerveau lavage médiatique qui les accompagne, aucune des trois lois fédérales (les deux initiatives sont un autre cas de figure) n'aurait de chances sérieuses de passer. Or le peuple suisse, selon les derniers sondages, s'apprête à plébisciter ces utopies collectivistes à une large majorité. Le vote du 13 juin pourrait bien marquer la bascule *volontaire* de la démocratie directe suisse, fondée sur la responsabilité individuelle, les solidarités concrètes et l'autonomie de jugement, vers un régime fusionnel de dictature des masses fondé sur la peur, le lavage de cerveaux et la démagogie. Car, même lorsqu'elles ont une date de péremption (théorique) comme la loi Covid, des modifications aussi profondes de la règle démocratique ne permettront plus de retour en arrière. La société qui les aura adoptées ne sera plus jamais celle d'avant le 13 juin. Jusqu'ici, les autorités y rendaient des comptes au peuple; désormais le peuple rendra des comptes aux autorités.

Ces enjeux justifiés à chaque fois par des dangers surfaits ou imaginaires donnent l'image d'un pays gâté par le destin qui joue à se faire peur. Mais on a vu des joueurs engloutir maison, famille et dernière chemise dans leur passion(5). Le peuple suisse semble si bien pris au jeu qu'il y sacrifie sa sécurité réelle: prospérité économique, liberté d'initiative, épargne, protection de l'individu et de la sphère privée. Si les «menaces» relèvent de la pure dystopie, les sacrifices qu'elles exigent sont, eux, bien concrets.

Il est fascinant de voir un peuple qu'on disait avisé se laisser dépouiller aussi naïvement par ses propres illusions!

#### NOTES

1. Mais non à l'étranger, comme en témoigne la mort tragique de l'ancien directeur de la Poste, Jean-Noël Rey, et de son ami Georgie Lamon dans une attaque djihadiste à Ouagadougou en 2016.
2. Rappelons-le une énième fois: fin mai 2020, en prenant sa retraite, le «M. Covid» d'alors, Daniel Koch, avait admis publiquement que la fermeture des écoles n'avait pas de justification épidémiologique, mais qu'elle relevait de la pédagogie de masse.
3. Voir à ce sujet le débat très éclairant entre le conseiller national Addor et le ministre Berset à la RTS-Forum le 6 mai.
4. Voir: «Psychose, mode d'emploi (bases psychiques de la covidéologie)», Antipresse 264 | 20/12/2020.
5. Est-ce un hasard si le terrible *Joueur* de Dostoïevski est allé s'embrocher au casino de Saxon, Valais, Suisse?





ENFUMAGES par Eric Werner

## Sur le déferlement totalitaire

IL SE RÉPÈTE EN PERMANENCE QUE NOUS SOMMES EN DÉMOCRATIE, «LE PIRE SYSTÈME À L'EXCLUSION DE TOUS LES AUTRES», COMME LE DISAIT, ON LE SAIT, CHURCHILL. MAIS EST-CE BIEN LE CAS? SOMMES-NOUS *RÉELLEMENT*, COMME ON LE PRÉTEND, EN DÉMOCRATIE? OUBLIONS UN INSTANT CE QUI SE RÉPÈTE AUTOUR DE NOUS ET OUVRONS LES YEUX. SIMPLEMENT CELA.

Il y a différentes définitions possibles du totalitarisme. On parle aujourd'hui volontiers de «déferlement totalitaire»(1). En quel sens au juste l'entendre?

### I. VIOLENCE ET INTIMIDATION

Il faut, me semble-t-il, distinguer entre plusieurs niveaux de réalité, trois en fait, qu'on peut décrire en allant de «l'extérieur» vers «l'intérieur». Le premier, tout en surface, est celui des violences policières, violences qui font que de plus en plus, aujourd'hui, la police appa-

raît comme une *menace* pour les citoyens, peut-être même la principale. Ce ne sont en aucune manière de simples «bavures», comme on se plaît parfois à les qualifier, mais des pratiques systémiques, pratiques relevant d'une méthodologie elle-même très élaborée. Elles sont aujourd'hui communes à toutes les polices occidentales, avec il est vrai le plus et le moins. Le cadre général est celui de la «stratégie du choc», originellement mise en œuvre au Chili dans les années 70 du siècle dernier, puis par l'armée américaine



en Irak, avant que l'OTAN ne se l'approprie pour nourrir une réflexion d'ensemble sur les problèmes de sécurité et de maintien de l'ordre (aujourd'hui sa priorité). L'épisode des Gilets jaunes en France est à cet égard emblématique. On dira que ce qui compte quand on se demande si l'on est ou non en démocratie, ce n'est pas de savoir si la police utilise ou non des LBD, mais si les élections sont ou non truquées, l'information plus ou moins ouverte ou fermée, etc. C'est ça le plus important. On n'a pas complètement tort, et à ce plan-là aussi on pourrait faire certaines remarques. On voit bien approximativement lesquelles. Mais les LBD ne sont pas non plus indifférents. Outre les LBD, on pourrait aussi citer les arrestations arbitraires, les sévices dont parfois elles s'accompagnent, d'autres choses encore de ce genre. En Suisse, par exemple, un homme politique a été arrêté l'an dernier au motif qu'il avait rendu publics des faits de corruption au sein de la fonction publique locale. Des policiers l'ont conduit chez sa mère avant de l'humilier devant elle en l'obligeant à déféquer en présence d'un policier(2). Ces personnels ont également procédé à une fouille au corps. Autre exemple, celui de ce juge allemand, à Weimar, auquel il était reproché d'avoir donné raison à des plaignants qui ne voulaient pas faire porter le masque sanitaire à leurs enfants. Lui n'a pas été déshabillé de force, mais la police a perquisitionné son bureau avant de le mettre à sac. Slobodan Despot évoquait cette affaire dans

l'Antipresse de la semaine dernière. Encore une fois, on pourrait être tenté de parler de bavure. La police s'excuse, elle ne recommencera pas. En tout état de cause, ces sévices ne sont pas commis à l'aveuglette. Ceux qui en sont victimes sont souvent des opposants, par quoi, de nos jours, il faut entendre toute personne faisant obstacle aux autorités ou se signalant à leur attention par le fait qu'elle n'est pas exactement «dans les clous». L'éventail est donc assez large. Il est évident par exemple qu'un juge se permettant de donner tort à l'État sur un dossier considéré comme sensible n'est pas exactement dans les clous. Tout comme un homme politique passant outre à l'omerta sur certains sujets compromettants. Si en prime on critique le régime en le qualifiant de totalitaire, comme de plus en plus on est amené aujourd'hui à le faire (sur la base de ce qui précède, mais pas seulement), on ne doit pas s'attendre à mener une vie très tranquille. Ficher illégalement les opposants et les tracer, c'est à quoi, en France, sert aujourd'hui la DGSI. Mais tous les pays ont à l'heure actuelle leur petite DGSI.

## II. TRAÇAGE ET ESPIONNAGE

C'est la première couche de réalité. Viennent ensuite les deux autres couches. On a d'abord l'ensemble des lois antiterroristes, lois dites d'exception mais qui justement ont cessé depuis belle lurette de l'être, car elles font désormais partie du droit ordinaire. Il faut être très

naïf ou aveugle pour croire que ce régime prête la moindre attention au terrorisme, encore moins lui fait la «guerre». En revanche le terrorisme lui sert utilement de prétexte pour limiter toujours davantage les libertés fondamentales, en particulier par la création d'une multitude de nouveaux délits, délits assortis de peines de plus en plus lourdes. Il en va de même de la crise sanitaire, qui par le plus grand des hasards est survenue juste après que les lois antiterroristes eurent été adoptées et que donc le terrorisme eut fourni au régime tout ce qu'il pouvait en attendre en termes d'atteintes aux droits fondamentaux. Autre chose devait donc prendre le relais, et ce fut la crise sanitaire, qui supprime la liberté d'aller et de venir ou ne la restaure, après l'avoir supprimée, que pour autant que les intéressés acceptent de se laisser tracer en continu et en temps réel. On pense aussi au passeport sanitaire, passeport, apparemment, qui deviendra bientôt indispensable si l'on entend voyager, aller au restaurant, ou seulement même entrer dans un magasin. C'est évidemment l'arme absolue.

### III. RÉINITIALISATION

Quant à la troisième couche de réalité, elle se situe plus en profondeur encore. On fait ici référence à la révolution sociétale en cours, celle visant à faire table rase de tout ce qui existe pour tout reconstruire ensuite à zéro. On appelle cela le «wokisme». C'est lui aujourd'hui l'idéologie offi-

cielle, il en a souvent été question ici même. Cette troisième couche de réalité est évidemment la plus importante. On pense ici à 1789, ou encore à 1917, sauf que ces points de comparaison sont trompeurs. Ce n'est pas en vain qu'on parle aujourd'hui de «grand reset». Le but, effectivement, est de «réinitialiser» l'être humain, de lui faire prendre un nouveau départ. Ainsi, dans certains cantons suisses, sous prétexte de combattre la «culture du viol», des programmes d'éducation ont été mis sur pied à l'initiative de spécialistes en éducation et «sécurité publique» (*sic*). Ces derniers interviennent dès la maternelle pour expliquer aux petits enfants que le sexe n'existe pas, «ou seulement sous le vêtement»(3). Il n'y a donc ni hommes ni femmes, si tu le penses c'est que quelqu'un t'a appris à le penser, dépêche-toi donc de penser le contraire (et pendant qu'on y est de dénoncer celui/celle qui t'a mis de telles choses en tête). Voilà ce qu'on enseigne aujourd'hui à des enfants de quatre ans.

### LE PROTOTYPE

On est donc très au-delà de 1789, et même de 1917. Seul le rapprochement avec le nazisme serait peut-être ici pertinent. A sa manière aussi, en effet, le nazisme était un «grand reset». La biologie d'État y occupait déjà une grande place, tout comme, on le sait, la techno-médecine (qui en est le prolongement naturel). Biologie d'État + sécurité publique, qui dit mieux? Sans oublier la fameuse *Gleichschaltung*, mot qu'on pour-

rait traduire par *alignement imposé*. Mettons que vous êtes un/une universitaire en début de carrière. Vous écrivez votre thèse et/ou postulez pour un poste d'assistant. Essayez un peu aujourd'hui de dire que le genre est une *construction idéologique*. Juste essayez! Officiellement le nazisme est mort en 1945, on aurait soi-disant tourné la page. Soi-disant. Il serait fastidieux d'énumérer les multiples canaux de transmission. On vient d'en mentionner quelques-uns. Montesquieu distinguait entre la nature d'un régime (ce qui le fait être ce qu'il est) et son principe (ce qui le met en mouvement). Dans les *Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt a repris cette distinction pour l'appliquer au totalitarisme. Ainsi, disait-elle, la nature du totalitarisme est la *terreur*, et son principe *l'idéologie*. L'idéologie, disait-elle aussi, est logique de l'idée. Elle se nourrit donc d'elle-même, fonctionne en bulle, en vase clos. Cela se passe d'abord lentement, puis on passe à la vitesse supérieure. A un moment donné tout s'emballe, on n'arrive

tout simplement plus à suivre. C'est peut-être ce qui est en train de se passer sous nos yeux. L'image, effectivement, qui s'impose est celle de la «déferlante»: la «déferlante totalitaire». On n'arrête pas facilement une déferlante. Nous reviendrons la semaine prochaine sur l'ensemble de ces problèmes, en nous interrogeant cette fois sur l'éventuelle marge de manœuvre dont disposent les opposants au totalitarisme. Comment se défendre contre un déferlement?

#### NOTES

1. Expression utilisée par le Dr Louis Fouché dans «Déferlement totalitaire et libertés», vidéo visible sur [YouTube](#).
2. A ce sujet, voir Slobodan Despot: «L'affaire Simon Brandt, un «signal faible» — mais assourdissant!», *Antipresse* 219 | 09/02/2020.
3. *Radio suisse*, 23 avril 2021.

#### LECTURE SUGGÉRÉE

- Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, Quarto Gallimard, 2002, en particulier le dernier chapitre, intitulé «Idéologie et terreur» (pp. 813-838).

Le magazine de l'Antipresse est une publication de INAT Sarl. Conception, design et réalisation technique: INAT Sarl, CP 429, 1950 Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://www.antipresse.net) ou nous écrire: [antipresse@antipresse.net](mailto:antipresse@antipresse.net)

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

*It's not a balloon, it's an airship!* (MONTY PYTHON)



LA POIRE D'ANGOISSE par Slobodan Despot

## Colombie: le «Grand Reset» à balles réelles?

**INSURRECTIONS, ASSASSINATS POLICIERS ET ENLÈVEMENTS, POPULATIONS MITRAILLÉES D'HÉLICOPTÈRE, VILLES BLOQUÉES, INTERNET COUPÉ: LA GUERRE CIVILE COLOMBIENNE EST UN ÉVÉNEMENT D'AMPLEUR HISTORIQUE. NOS MÉDIAS DE GRAND CHEMIN SEMBLENT N'Y VOIR QU'UN ÉPISODE DE GILETS JAUNES À LA SAUCE TABASCO...**

Depuis la fin avril, la Colombie est en proie à des émeutes de masse et à une répression disproportionnée. Les médias européens (notamment France 24) en parlent en passant, livrent un bilan de quelque 24 morts et annoncent que le président Ivan Duque fait marche arrière. Il promet d'abroger la réforme fiscale qu'il avait tenté de mettre en place afin de «stabiliser» les finances nationales. Cette mesure d'austérité extrême était l'étincelle qui avait mis le feu aux poudres au sein d'une population manifestement exaspérée par les abus, la corruption et l'arrogance des «psychopathes» au pouvoir, comme beaucoup qualifient Duque et son entourage.

Un peu de recherche sur YouTube, dans les chaînes individuelles de Colombiens et dans les altermédias russes, donne un tableau plus précis

des troubles — et il est assez effrayant. En résumé et dans les plus gros traits:

Le chaos semble total et les excès policiers ne se comptent pas.. Les villes sont devenues des souricières. La confédération paysanne refusant d'acheminer les produits, la chaîne d'approvisionnement est rompue. A Medellín et Bogotá, les marchés sont vandalisés. Des supermarchés sont bouclés avec leurs clients à l'intérieur. On tire à balles réelles sur la population. Les députés eux-mêmes ont dû fuir le parlement à toutes jambes. Les forces de sécurité déploient un armement sophistiqué et lourd, encore jamais vu dans la lutte antiémeutes. On rapporte la présence de mercenaires, visiblement drogués, qui se livrent à des exactions qu'un vétéran d'Afghanistan qualifie de «pires qu'il ait jamais vues». Les routes sont bloquées, des camions effectuent des rafles en pleine rue. Des

infirmes sont improvisées en pleine rue parce que les gens n'osent pas se rendre à l'hôpital, de peur d'être enlevés: elles sont également prises sur cible. Les ONG sont intimidées. Les villes ont été privées d'internet dans les moments les plus chauds. De toute évidence, on s'efforce de boucler les villes et de bloquer les informations. Il est très difficile d'évaluer l'ampleur de la répression, mais les témoignages vidéo montrent qu'il s'agit d'un conflit de grande ampleur, plus important que les coups d'État sud-américains qu'on a connus au Chili ou en Argentine. Les événements qu'on peut voir sont de l'ordre d'une révolution que le pouvoir cherche à réprimer au risque d'une guerre civile généralisée. On rapporte qu'une partie de la police prend le parti de la population, de même que la guérilla des FARC.

Le plus troublant est que les signes avant-coureurs ne manquaient pas. Duque avait voulu imposer sa réforme extrémiste malgré l'opposition des législateurs, comme dans l'intention délibérée d'exaspérer le peuple. Le 2 avril, la chaîne RT en espagnol rapportait l'arrivée de 4 avions de transport militaires C-17 américains acheminant des hélicoptères «revenant de maintenance» et destinés à la police. Mais l'article conclut sur une note énigmatique et passablement inquiétante:

Certaines sources indiquent que les avions effectuent une mission de soutien administratif pour l'ambassade des États-Unis en Colombie. De même, elles indiquent que les C-17 ont pour mission de ramener dans le

pays nord-américain plusieurs fonctionnaires des sièges diplomatiques.

Le 25 avril dernier, la maire de Bogotà Claudia Lopez lançait elle aussi un avertissement sinistre: *«Les quinze prochains jours seront les plus difficiles de la vie des Colombiens. Pas de la pandémie: de notre vie.»* Trois jours plus tard, les premiers morts tombaient.

L'insurrection colombienne ressemble à des Gilets jaunes à la puissance dix, un scénario sanglant où le pouvoir aurait tout fait pour pousser la population à bout tout en s'équipant pour l'écraser, au nom d'un «reset» que personne dans le pays, à l'exception de la caste dirigeante, ne voulait. Pour de nombreux témoins et observateurs, il paraît évident que la CIA «woke» du bon papa Biden est profondément impliquée dans ce coup d'État à rebours — mené par le pouvoir colombien contre sa propre population. C'est peut-être ce qui explique la couverture médiatique très mesurée de ces événements d'importance globale.

Il est intéressant de suivre les développements en Colombie. Ils nous préfigurent peut-être les modalités pratiques d'une «réinitialisation» dont nous n'avons connu jusqu'ici que la phase rhétorique.

#### VOIR ÉGALEMENT

- ✦ La chaîne SOS Colombia
- ✦ L'appel au secours de Nathalia Zapata, jeune fille de Cali (en français).
- ✦ Cerveaux non disponibles sur Telegram.
- ✦ L'«Observateur militaire» (Военный обозреватель), canal russe sur Telegram, avec version partielle anglaise (<https://t.me/militarycolumnist>). «Torpeda», canal russe sur Telegram. Attention: vidéos documentaires extrêmement violentes.

## TURBULENCES

### TRIBUNE · Vaccins, l'esclavage perpétuel

**LE DR MIKE YEADON, EX-VICE-PRÉSIDENT DE PFIZER, MET EN GARDE DEPUIS PLUSIEURS MOIS CONTRE LE DANGER QUE REPRÉSENTE LA CAMPAGNE DE VACCINATION À L'ÉCHELLE MONDIALE. DANS CE COMMUNIQUÉ, IL EXPOSE SIMPLEMENT LE MÉCANISME DE CONTRÔLE SOCIAL ABSOLU QUI PEUT ÊTRE MIS EN PLACE GRÂCE AU «PASSEPORT SANITAIRE». SON CRI D'ALARME, SI DRAMATIQUE QU'IL SOIT, MÉRITE QU'ON Y RÉFLÉCHISSE.**

Il est très important que les gens comprennent ce qui se passe. L'intention est d'introduire des passeports vaccinaux partout. Mais c'est un *déguisement*. Il s'agit du premier système d'identification numérique de format commun, interopérable à l'échelle mondiale, avec un indicateur de santé modifiable (vacciné O ou N). *Il ne rend personne mieux protégé*. Si vous êtes vacciné, vous êtes protégé et la connaissance du statut immunitaire des autres n'ajoute rien à votre sécurité. Comme en *Israël*, vous serez obligé de présenter un VaxPass valide pour accéder à certains lieux ou bénéficier de certains services. *Sans VaxPass, l'accès vous en sera refusé*. Ce système n'a besoin que d'un peu plus de 50 % de la population adulte pour démarrer en raison de son énorme *pouvoir coercitif sur les personnes non vaccinées*. C'est illégal, c'est de l'apartheid médical. S'ils y réussissent, il ne vous servira à rien de refuser, ils iront plus loin, laissant cette minorité derrière eux. Un système VaxPass comme celui-là *confénera à ceux qui contrôlent la base de données et ses algorithmes une TYRANNIE TOTALITAIRE* sur nous tous.

La SEULE façon d'arrêter ce cauchemar biosécuritaire est de **NE PAS SE FAIRE VACCINER POUR DES RAISONS NON MÉDICALES!**

Je crains que, si nos adversaires

obtiennent ce contrôle absolu, ils ne l'utilisent pour nuire à la population. Il n'y a aucune limite au mal qui découlera de cet objectif stratégique. **NE LAISSEZ PAS CE SYSTÈME SE METTRE EN PLACE, car il sera impossible de l'arrêter par la suite.**

Un exemple: votre VaxPass vous alerte pour vous demander de vous rendre à votre 3e, 4e ou 5e rappel ou variante de vaccin. Si vous ne le faites pas, votre VaxPass expirera et vous deviendrez une personne exclue, incapable d'accéder à votre propre existence. *Quel choix avez-vous? Aucun. Vous êtes contrôlé. Pour toujours.* S'il vous plaît, partagez ce message largement, sur toutes les plateformes que vous utilisez.

Merci,

Dr Mike Yeadon

### COVIDÉOLOGIE · Biden enfin démasqué

La fondation Jimmy Carter a fièrement rapporté la visite du couple présidentiel chez l'ex-président démocrate et son épouse Rosalynn, mais la photo de la séance de thé a déclenché une tempête de commentaires. Dans cette scène d'intérieur avec des personnes âgées, Joe Biden ne porte pas de masque alors qu'il l'affiche partout, au mépris même des dernières recommandations du CDC, et jusque dans ses conférences sur Zoom quand il est seul dans son bureau. Sitôt sorti à l'air libre — c'est-à-dire dans une aire de moindre risque de contamination — les Biden ont dûment remis la muselière. Ce protocole digne d'un bal masqué à rebours a porté nombre d'Américains à conclure que toute la discipline des masques n'était qu'une mise en scène. Amelia Hammy, par exemple, s'interroge:

«Quelqu'un peut-il expliquer les raisons scientifiques justifiant qu'un masque soit nécessaire à l'extérieur avec des

personnes jeunes et saines, mais pas à l'intérieur avec de petits nonagénaires ayant des problèmes de santé?»

### USA - Un gilet jaune nommé Barnett

«L'homme qui a été photographié le pied posé sur un bureau de l'office de Nancy Pelosi, a été libéré dans l'attente du procès des émeutes du 6 janvier sur le Capitole», lit-on dans le *Washington Post* du 27 avril. L'homme s'appelle Richard Barnett. Il avait parcouru les mille milles (1600 km) qui séparent l'Arkansas de Washington pour manifester contre le *vol* des votes en faveur de Trump, et en particulier contre le *vol* de son propre vote. De retour dans sa province, Barnett est arrêté et, jugé trop dangereux pour rester en liberté sous caution, il est ramené dans la capitale pour y être incarcéré durant près de 4 mois en compagnie d'une quarantaine d'autres émeutiers. Il est accusé d'être venu jusqu'au Capitole «équipé d'une arme et habillé avec ostentation» et «semblait heureux de faire partie des stars d'une révolte (..) destinée à faire date dans les livres d'histoire de ce pays». L'arme en question était un *taser* sans batterie, donc inoffensif, sur lequel il s'appuyait comme sur un bâton. Ses autres délits: s'être emparé d'une pièce de correspondance anodine sur le bureau de l'assistante de Pelosi et avoir laissé une note manuscrite insultante, pour certains illisible, à l'intention de la présidente de la Chambre des représentants.

Le procès qui attend Barnett sera celui d'un plouc mal léché, d'un «petit Blanc» sans éducation, coupable de lèse-majesté à l'égard de la reine du Congrès et des élites qu'elle incarne. Son crime: avoir assis son cul-terreux sur le siège du pouvoir suprême. Le procureur chargé du dossier évoque une peine de 6 à 7 ans, selon le droit fédéral.

✿ J.-M. Bovy/07.05.2021

✿ Voir aussi: [amgreatness.com](http://amgreatness.com) | [politico.com](http://politico.com)

### COVID-19 - La piste vasculaire confirmée

Les chercheurs de l'illustre *Salk Institute* en Californie, réputé pour ses travaux dans les domaines de la génétique, des neurosciences ou de l'immunologie, ont publié un article montrant comment la protéine S du coronavirus endommage les cellules, confirmant que le COVID-19 est une maladie essentiellement vasculaire. Cet article, publié le 30 avril 2021 dans *Circulation Research*, montre de manière concluante que COVID-19 est une maladie vasculaire. Il illustre avec précision comment la protéine S du virus SRAS-CoV-2 endommage et attaque le système vasculaire au niveau cellulaire. Ces résultats permettent d'expliquer la grande variété de complications apparemment sans lien entre elles de la COVID-19 et pourraient ouvrir la voie à de nouvelles recherches sur des thérapies plus efficaces.

Dans le cadre de cette étude, les chercheurs ont créé un «pseudovirus» entouré des protéines classiques de la couronne de pointes du SRAS-CoV-2, mais qui ne contenait pas de véritable virus. L'exposition à ce pseudovirus a entraîné des lésions des poumons et des artères d'un modèle animal, ce qui prouve que la protéine de pointe seule suffit à provoquer la maladie. Or des vaccins qui forcent le corps à produire des trillions de protéines S ne semblent pas être très indiqués pour éviter ce genre de risque.

Pour mémoire, la piste de la maladie vasculaire a été largement évoquée et argumentée par le Dr Jean-Pierre Spinosa dans l'Antipresse pratiquement dès le début de la crise, en avril 2020.

✿ Lire: «Coronavirus, l'erreur système», Antipresse 230 | 26/04/2020



## **LISEZ-MOI ÇA!** - «*Rhum express*» de Hunter S. Thompson

**Ce qu'il apporte.** Paul Kemp, alter ego de l'auteur, débarque à San Juan sur l'île de Porto Rico, après avoir quitté New-York. Journaliste free-lance ou plutôt «journaliste vagabond», comme il se définit lui-même, il trouve un emploi au sein de la rédaction du journal *Daily News*, seul journal anglophone local. Aux contacts de ses collègues, pour l'essentiel des «ivrognes», «souïards» ou «déviant», il intègre une rédaction vendue aux intérêts américains, aux mafieux et à la seule défense de la «Libre entreprise». Vivre un coup de force révolutionnaire, comme à Cuba, leur fait peur. Régulièrement, des communistes veulent en découdre, le plus souvent à l'entrée de la rédaction, avec ces journalistes vendus au Capital et qui, à longueur d'articles, tapent sur les grévistes et bannissent tous sujets sociaux.

Insatisfait et défaitiste, Kemp s'accommode de cette vie d'articles commandité et de renvois d'ascenseur permanents aux plus puissants. Ce trouble Paradis, sous le ciel des Caraïbes, se détruit, à vue d'œil, face à l'arrogance et à l'appétit des promoteurs qui transforment la beauté de l'île en enfer pour touristes. Paul Kemp y contribue en collaborant avec l'un d'eux car, après une vie d'errance, il souhaite, enfin, un peu de stabilité et de confort; tout en étant conscient de sa veulerie et de sa corruption.

**Ce qu'il en reste.** Chez Thompson, il n'y a pas de jugement moral intégral et définitif sur l'individu. Chacun, malgré ses doutes et ses vices, possède l'humanité nécessaire à se faire aimer ou à donner de l'amour. La rédemption est là. Thompson n'est pas un idéologue; ce qui lui permet de sonder librement l'âme humaine comme personne.

**A qui l'administrer?** *Rhum express* est le deuxième roman de Hunter S. Thomp-

son, écrit au début des années soixante, mais oublié. C'est l'acteur Johnny Depp qui l'a redécouvert, en 1997, et l'a publié chez Simon & Schuster. En père du *gonzo journalism*, Thompson est un reporter qui allie enquête, littérature et subjectivisme; ce qui permet, le plus souvent, d'entrevoir une lueur de vérité face aux mensonges organisés et institutionnalisés des médias de groupes de presse ou des politiques. A faire lire aux étudiant(e)s en journalisme!

✧ Hunter S. Thompson, *Rhum express*, Gallimard, 2010. Une suggestion de Patrick Gilliéron Lopreno.

## **MARQUE-PAGES** - La semaine du 9 au 15 mai 2021

### **LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT**

**Epidémie dans l'épidémie.** Etude fouillée, complexe mais exemplaire sur le blog de Liliane Held-Khawam: à partir des chiffres les moins contestables, elle conclut que les personnes âgées pourraient risquer davantage à prendre le vaccin qu'à attraper le Covid. Pourquoi s'entête-t-on à les vacciner, se demande l'analyste. Sont-elles devenues des indésirables?

**Non-événement.** Ce 9 mai, on fête la Victoire sur le nazisme. Etrangement, Google qui aime adapter son logo aux grands événements de la semaine n'a pas jugé digne de se déranger, la presse française semble avoir oublié de corner la date dans son agenda cette année et le maire de Marseille n'a pas assisté aux cérémonies de commémoration. L'horreur du nazisme n'a plus la cote.

**Nouvelle éducation.** On peine à croire ce qu'on voit, mais ce sont bien, semble-t-il, des policiers espagnols qui rouent de coups une petite fille pour non-respect du couvre-feu covidien!

**E-pandémie.** Dans le prolongement de l'exercice et de l'événement *Cyber Polygon* de l'année dernière visant à

prévenir une pandémie numérique, le WEF a annoncé que l'édition 2021 aura lieu le 9 juillet. «Une cyberattaque présentant des caractéristiques similaires à celles du Covid se propagerait plus rapidement et plus loin que n'importe quel virus biologique», affirme le Forum économique mondial. De là à conclure qu'il l'organiserait lui-même... laissons ces idées paranoïaques aux complotistes.

**Remède pire que le mal?** Toujours détaillé et précis, le rapport de situation planétaire Covid du 8 mai compilé par le général Delawarde donne à réfléchir: «Après avoir plafonné dans la semaine du 24 avril au 1er mai, les nombres hebdomadaires de contamination (-5%) et de décès (-5%) ont commencé à s'inverser au niveau planétaire», résume-t-il. Mais un facteur vient incontestablement troubler ce tableau plutôt optimiste: la vaccination! «Sur le plan de la vaccination, on observe clairement que les campagnes vaccinales massives appliquées à certains Etats s'accompagnent toutes, sans exception, d'une explosion du nombre de contaminations et de décès (de la Covid). Par ailleurs, après

plusieurs mois d'observation (4 à 5 mois selon les pays), il s'avère que les nombres d'effets secondaires graves et de décès, observés en 4 mois, sont très supérieurs à ceux qu'on attendait.»

**Nuremberg II.** Le deuxième tribunal de Nuremberg — initié par l'avocat allemand Reiner Fuellmich pour juger les crimes contre l'humanité liés à la gestion catastrophique du Covid — a été déposé et accepté par la Cour suprême du Canada. Selon ce juriste de renom mondial, «Cette crise Covid-19 devrait être rebaptisée *scandale Covid-19* et tous les responsables devraient être poursuivis pour dommages civils résultant de manipulations et de protocoles de test falsifiés.»

**Hymne aux baisers.** Le doux anarchiste qui ouvrirait la «cage aux oiseaux», dont la voix tendre a égayé notre enfance, Pierre Perret, lance un nouveau chant de libération. Cette fois, c'est la cage aux bisous qu'il veut ouvrir. «Mais ils peuvent nous faire payer un impôt/S'ils voient qu'on s'embrasse trop.»

## Pain de méninges

### L'IMPORTANT DU NON

Le refus a toujours constitué un geste essentiel. Les saints, les ermites, mais aussi les intellectuels, le petit nombre d'hommes qui ont fait l'Histoire, sont ceux qui ont dit non, jamais les courtisans et les valets des cardinaux. Pour être efficace, le refus doit être grand, et non petit, total, et non pas porter sur tel ou tel point.

— Pier Paolo Pasolini, *La Stampa*, 1975.

# PHOTOBIOGRAPHIE PAR SLOBODAN DESPOT



## **Les professionnels. Belgrade. 30.3.2021.**

Je les écoute jouer. Je suis le regard déjà blasé du grand, la manière furtive mais assurée dont il plie les billets dans sa poche, la façon dont il s'étire et se détend, l'espace de quelques secondes, avant de reprendre sa pose. Et je comprends pourquoi le cinéma est-européen les aime tant, les Gitans. Ils sont le chant invincible, parfois beau, parfois cacophonique, de la vie.

/iPhone 7+/